Continents différents, combats similaires

En janvier 2012, David Bruer et Eric Chaurette, membres de l'équipe d'Inter Pares, se sont rendus en Inde, dans l'État de l'Andhra Pradesh, pour participer à un échange qu'ils avaient organisé; celui-ci devait permettre la rencontre de militantes et militants d'Asie et d'Afrique de l'Ouest afin qu'ils mettent en commun les savoirs et stratégies déployés pour promouvoir l'agriculture écologique et la souveraineté alimentaire. Voici le court récit préparé par David Bruer.

première vue, l'Afrique de l'Ouest a peu en commun avec le sud de l'Inde. Je travaille avec des homologues d'Asie et mon collègue, Eric, avec des groupes en Afrique; pourtant, nous nous retrouvons systématiquement à discuter des mêmes problématiques: préoccupations à l'égard de l'introduction de semences génétiquement modifiées, importance des variétés de plantes locales et lutte pour le maintien d'une agriculture biodiversifiée contrôlée par les agriculteurs. Du coup, lorsque nous avons proposé à la Deccan Development Society (DDS), en Inde, et à la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN), en Afrique de l'Ouest, un échange qui les réunirait autour de ces questions, les deux organisations ont accepté sur-le-champ. Ainsi était né l'échange DDS-COPAGEN.

Quelques mois plus tard, en janvier 2012, Eric et moi avons retrouvé quatre membres de la COPAGEN au centre de recherche agricole de DDS dans l'État de l'Andhra Pradesh. Les membres de la COPAGEN étaient emballés par les réalisations de DDS et par la possibilité de raconter ce qu'ils faisaient dans leur pays, en particulier René Segbenou, un sociologue rural du Bénin, en Afrique de l'Ouest, dont la soif d'apprendre et de partager est l'illustration parfaite du but de tels échanges.

Le jour suivant, nous sommes allés au Festival annuel de la biodiversité de DDS, une réunion festive et colorée d'agricultrices conduisant d'une ville à l'autre une caravane de chariots à bœufs richement décorés. Ces femmes sont fières de ce qu'elles savent et de ce qu'elles font; elles n'hésitent pas à partager leurs connaissances et leurs semences avec les autres. Par la musique, les chansons, la danse et les films, elles attirent les habitants pour leur transmettre un message soulignant l'importance de la biodiversité et d'une production agricole basée sur le millet.

Plus tard, dans le cadre de l'échange, nous avons organisé un colloque international de plus grande envergure sur l'impact des cultures génétiquement modifiées sur les petits agriculteurs asiatiques et africains. Au cours de cette réunion de deux jours, nous avons entendu les témoignages d'agriculteurs et autres experts indiens qui ont expliqué que le coton génétiquement modifié avait entraîné une hausse des coûts mais pas du rendement, ce qui avait provoqué une épidémie de suicides parmi les producteurs. Cette tragédie n'a fait que renforcer l'engagement déjà ferme des participants dans le mouvement contre la mainmise des grandes entreprises sur l'agriculture et leur conviction qu'il



La délégation d'Afrique de l'Ouest au Festival de la biodiversité.



Des fermiers indiens racontent leur expérience avec le coton génétiquement modifié (David avec la casquette).

revient aux fermiers d'avoir le contrôle de leurs terres, de leurs semences et de leurs méthodes de production, bref de leur souveraineté alimentaire.

Durant leur séjour en Inde, les membres de la COPAGEN ont pris le temps de documenter l'expérience de DDS en matière de recherches menées par les cultivateurs concernant l'impact de la culture du coton génétiquement modifié. Pour René Segbenou, la leçon la plus importante consiste à déterminer la manière de faire participer les paysans aux recherches en tant que co-chercheurs. Pour lui, « lorsque les agriculteurs prennent part à la cueillette et à l'analyse des données, ils contribuent également à la création de solutions ».

Asha El-Karib et Amanda Dale : un dialogue qui se poursuit



Asha El-Karib (gauche) et Amanda Dale (droite).

orsqu'Asha El-Karib et Amanda Dale se sont rencontrées il y a six ans à Khartoum, leurs discussions autour de la loi sur la famille et son impact sur la vie des femmes tombaient à point nommé pour toutes les deux. Asha est directrice générale de la Sudanese Organization for Research and Development (SORD), basée à Khartoum, tandis qu'Amanda est membre du Conseil d'administration d'Inter Pares et directrice de la Barbra Schlifer Clinic, une clinique torontoise qui prodigue services de conseil, d'interprétation et d'appui juridique aux femmes ayant connu la violence. Lorsqu'elles se sont retrouvées en avril 2012 à Ottawa, dans le cadre de la série de conférences d'Inter Pares, Asha et Amanda ont parlé des dénominateurs communs à leurs combats pour les droits de la femme.

Le pluralisme des croyances -culturelles ou religieuses – ne doit pas nécessairement être en contradiction avec les droits des femmes.

Amanda s'est rappelée que lorsqu'elle a fait la connaissance d'Asha, le mouvement féministe ontarien venait de réussir, un an plus tôt, à faire amender la Loi sur l'arbitrage, une loi adoptée en Ontario en 1991 dans le but de faciliter les échanges commerciaux internationaux. Une des conséquences inattendues de cette loi était qu'elle autorisait les tribunaux religieux à statuer sur les questions familiales et que le processus était contraignant, signifiant que le recours à l'arbitrage religieux

interdisait par la suite toute autre forme de recours judiciaire. Pour Amanda, les efforts menés pour faire amender cette loi, de sorte que les différends familiaux soient uniquement examinés à la lumière des législations ontariennes et canadiennes, ont changé sa vision des choses. « Ce combat, qui a duré cinq ans, est l'illustration même de ce que le pluralisme des croyances – culturelles ou religieuses – ne doit pas nécessairement être en contradiction avec les droits des femmes ».

Cette lutte a trouvé un écho chez Asha et dans la lutte que SORD continue de mener pour l'égalité des sexes au Soudan. C'est en 2007 que SORD s'est lancée dans l'analyse des textes de loi qui affectent la vie des Soudanaises. Cela a permis d'établir qu'au Soudan, les relations familiales - divorce, héritage, garde des enfants – étaient régies par des lois discriminatoires fondées sur l'assujettissement de la femme à l'homme. Revendiquer la modification de la Loi sur la famille est alors devenu un élément central de l'action de SORD qui est convaincue que les Soudanaises ne pourront pas avancer sur le chemin qui mène à l'égalité tant qu'elles resteront opprimées à la maison. Amanda est tout à fait d'accord avec ce postulat : « La Loi sur la famille représente le domaine du droit qui est le plus difficile de faire évoluer puisque c'est par la famille qu'une culture est transmise; cela ne veut pas dire que ces violations fassent partie intégrante de la culture mais que celle-ci leur sert souvent de justificatif ».

Rien dans l'Islam ou dans la culture soudanaise ne légitime la discrimination faite aux femmes ni le fait de les traiter comme des mineures... *Il ne s'agit pas de culture mais de patriarcat.*

Étant donné la nature du travail de SORD, on a reproché à ses membres d'être contre l'Islam et, au cours des derniers mois, elles ont été la cible de groupes islamistes fondamentalistes soudanais. Pourtant, Asha persiste : « Rien dans l'Islam ou dans la culture soudanaise ne légitime la discrimination faite aux femmes ni le fait de les traiter comme des mineures... Il ne s'agit pas de culture mais de patriarcat ».

L'exemple de la bataille pour la modification de la Loi sur l'arbitrage en Ontario montre bien qu'aucun droit ne peut être pris pour acquis, même dans un état laïc et démocratique comme le Canada. Au cours de cette conférence, Amanda nous a rappelé qu'il fallait toujours que l'accès des femmes à la justice prévale sur le reste. Asha ne pourrait être plus d'accord. Débuté il y a six ans, le dialogue entre les deux femmes illustre la nécessité de mieux comprendre les lois sur la famille et leur impact sur les droits des femmes, partout dans le monde. Préoccupée par la résurgence de mouvements fondamentalistes dans toutes les grandes religions - résurgence qui s'accompagne d'un essor de valeurs patriarcales strictes - Inter Pares continuera d'appuyer la lutte internationale pour les droits des femmes et l'égalité. X

Apprendre les uns des autres



Claudia Paz y Paz

'échange DDS-COPAGEN ✓ présenté dans ce Bulletin n'est que le dernier exemple d'une longue série d'échanges entre homologues organisés par Inter Pares. Au fil des ans, Inter Pares a préparé de nombreuses rencontres entre homologues de différentes régions du monde. Par exemple, en 1989, nous avons réuni des travailleurs du sucre du Nicaragua et des Philippines pour mettre en commun leurs stratégies

d'organisation populaire et d'accès à la terre. En 2002, Inter Pares a organisé une rencontre entre homologues de Birmanie et du Guatemala afin de discuter des expériences des femmes et comment elles s'organisent en périodes de conflit et de consolidation de la paix. En 2008, nous avons mis en contact des femmes autochtones colombiennes de l'Organisation nationale autochtone de Colombie, un de nos homologues, avec des femmes autochtones canadiennes de l'Association des femmes autochtones du Canada pour discuter des droits de la personne et de la participation des femmes à la vie politique.

Ces échanges entre homologues font partie intégrante du programme d'Inter Pares. Leur préparation est facilitée par une structure de travail hautement collaborative qui permet aux membres de l'équipe d'identifier les problématiques communes à différents homologues dans diverses parties du monde. Les échanges apportent inspiration et impulsion à des personnes qui travaillent dans des conditions difficiles en leur permettant de prendre connaissance d'idées concrètes, d'acquérir des habiletés et de renforcer leurs stratégies et actions. Les participants aux échanges ont l'occasion d'examiner leurs interventions et

leur contexte de travail avec un nouveau regard. Cela leur permet également de rompre l'isolement et de tisser des liens de solidarité mondiale.

Ces échanges peuvent aussi être envisagés sous l'angle de la méthodologie féministe car ils mettent l'accent sur le vécu des participants, un principe féministe clé, et qu'ils s'intéressent aux processus aussi bien qu'aux résultats. Bien qu'il ne soit pas toujours possible de prévoir des résultats précis, l'expérience a montré que les échanges sont des occasions d'apprentissage cruciales et d'expériences personnelles marquantes.

En 2007, Inter Pares a convié des homologues de Birmanie, du Soudan, du Burundi, de la Colombie, du Guatemala et du Pérou pour discuter de violences sexuelles dans les conflits armés. Parmi les participants se trouvait Claudia Paz y Paz, une femme guatémaltèque éloquente. Claudia est co-fondatrice de l'Institut d'études comparées en sciences criminelles du Guatemala, un homologue d'Inter Pares spécialiste des questions de justice pénale et de droits de la personne. Lors de la rencontre, Claudia a expliqué comment les militaires avaient été entraînés à commettre des actes de violence sexuelle au cours du conflit guatémaltèque et elle a souligné que les femmes avaient besoin de défenseurs sur les plans politique et judiciaire. Au cours de cet échange, il est apparu qu'à travers le prisme du patriarcat, la violence sexuelle légitimée par l'État faisait partie du continuum des violences dont sont victimes les femmes.

Toutes les femmes ayant pris part à cet échange en 2007 sont reparties dans leur pays inspirées par ces nouvelles amitiés et liens professionnels, enrichies d'idées nouvelles et mues par une énergie renouvelée pour aller de l'avant dans leur action pour la justice sociale. Aujourd'hui, Claudia Paz y Paz est la première femme qui accède au poste de procureure générale du Guatemala, dont l'objectif personnel et politique est de lutter contre l'impunité. Son histoire extraordinaire n'est qu'un exemple de la direction que peuvent prendre certains de nos homologues dans leur périple pour changer le monde.

À Inter Pares, nous nous sentons honorés de pouvoir réunir des militantes et militants pour la justice sociale du monde entier afin que nous puissions apprendre les uns des autres. X

Investir dans un avenir différent

PENDANT PLUS DE VINGT ANS, Carla Costuros et sa famille ont soutenu Inter Pares dans son action pour l'égalité et la justice sociale. Il y a environ dix ans, Carla a pris contact avec Inter Pares pour l'informer de son intention et de celle de son époux de prévoir un legs testamentaire à Inter Pares. « Il nous semblait important que nos volontés et nos valeurs se perpétuent ».

Lorsque nous avons évoqué avec Carla sa décision de faire un legs à Inter Pares, l'idée d'une contribution pour un monde plus juste était au cœur de ses préoccupations. « J'aimerais que mon existence touche des gens hors du cercle de mes proches, de mon voisinage et de mon pays. J'apprécie à sa juste valeur l'action d'Inter Pares en faveur des femmes. Dans la plupart des pays, les femmes sont le socle de la société. Appuyer les femmes c'est aussi contribuer à la santé, à l'éducation et au bien-être des enfants et assurer un avenir durable à leur communauté ».

Carla croit qu'il est important d'aborder les causes sous-jacentes des problèmes et non pas se contenter de répondre aux besoins de base des communautés par l'acheminement de l'aide. « J'apprécie la notion 'd'entre égaux'. Au-delà de l'aide d'urgence, je voudrais apporter mon soutien aux personnes et aux organisations qui s'engagent à conjuguer leurs efforts pour renforcer les droits de la personne, défendre les identités culturelles et protéger l'environnement ». Inter Pares est profondément reconnaissante à Carla et à sa famille pour leur engagement à prendre part au combat pour la justice sociale maintenant et dans les années à venir. X

Si vous avez des questions sur la manière de faire un legs testamentaire à Inter Pares, contactez Sarah Blumel à sblumel@interpares.ca ou au 1866563-4801.

Quelques jours plus tard, sous un soleil de plomb, dans un champ desséché, nous avons été émerveillés par la large gamme de cultures que Chendramma Bidakanne, une agricultrice locale, cultive sur sa terre. Il y a là plusieurs variétés de millet mélangées à d'autres cultures de sorte que si l'une d'elles s'affaiblissait, l'autre pourrait s'épanouir et que si le prix de l'une venait à chuter, l'autre pourrait être vendue à meilleur prix. Comme l'affirme René Segbenou:

« Au début, vous croyez qu'il s'agit d'un miracle mais dès que vous écoutez cette experte, vous comprenez. Même sur une terre desséchée et craquelée, on peut obtenir des récoltes extraordinaires. Les pluies rares et la rosée suffisent à ces cultures adaptées à ce climat. Nous n'avons pas besoin de cultures génétiquement modifiées pour résister à la sécheresse et nous nourrir. Lorsque vous prenez connaissance de ces expériences dans des revues scientifiques, vous pensez que c'est de la folie mais dès que vous les voyez de vos yeux, vous comprenez et vous êtes convaincu. La seule chose qui puisse nous empêcher de réussir c'est manquer de courage pour agir ».

Au début, vous croyez qu'il s'agit d'un miracle mais dès que vous écoutez cette experte, vous comprenez. Même sur une terre desséchée et craquelée, on peut obtenir des récoltes extraordinaires.

Debout dans le champ, René Segbenou commentait : « C'est ainsi que les fermiers de mon pays cultivaient la terre. Certains continuent mais beaucoup ont abandonné parce qu'on dit que le millet c'est pour les pauvres et qu'il faut planter des semences sophistiquées et adopter les techniques d'agriculture *modernes* ». Chendramma Bidakanne souriait : « Alors, il ne vous reste plus qu'à les aider à réapprendre à faire ce qu'ils savaient faire par le passé ».

Au cours d'un délicieux repas au Café Ethnic, un restaurant bio tenu par DDS pour promouvoir la cuisine au millet, Sandeep de DDS explique que le « millet est un concept ». Le millet peut être cultivé de manière industrielle; c'est ce que propose de faire le gouvernement indien mais ce n'est pas ce que la DDS a en tête. Pour l'organisation, promouvoir le millet, c'est promouvoir les petits exploitants, la diversification des cultures, l'utilisation de semences appartenant aux agriculteurs qui sont adaptées aux conditions locales, l'adoption d'une approche écologique et le refus du contrôle de l'agriculture par les entreprises commerciales. Sandeep est le coordonnateur du Réseau du millet en Inde (MINI) qui se sert d'activités éducatives et de sensibilisation pour diffuser ce message aux quatre coins du pays. Ce message a été très bien reçu par la COPAGEN. Lorsqu'il a été question de la manière d'exporter ce mouvement vers l'Afrique de l'Ouest, les deux parties ont proposé de créer le « Réseau afro-asiatique du millet ».

Pour l'Inde, l'Afrique de l'Ouest et le reste du monde, des agricultrices comme Chendramma Bidakanne proposent une alternative à l'agriculture de type commercial. Elles recréent une agriculture biodiversifiée qui nourrit à la fois les êtres et la terre, qui est adaptée aux changements climatiques et qui laisse l'agriculture aux mains de celles et ceux qui produisent. Inter Pares continuera de collaborer avec DDS et la COPAGEN pour mettre ces pratiques agroécologiques à l'avant-plan.



Chendramma explique à la délégation comment elle cultive ses semences.



Présentation de semences et d'œuvres artistiques au Festival de la biodiversité.

X Inter Pares

ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1 Tél. 613 563-4801 ou 1 866 563-4801 (sans frais) | Téléc. 613 594-4704 info@interpares.ca | www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les iniquités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1. La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.